Sainte-Marie

Monsieur Ferdinand Roy est remplacé par:
 Mme Lise Laquerre
 2381, rue Montgomery
 Montréal, QC
 H2K 2S2

Sherbrooke

Monsieur Gaétan Faucher est remplacé par:
 Mme Louise Rinfret
 762, rue Argyle, app. 2
 Sherbrooke, QC

Trois-Rivières

Mme Danielle Cossette est remplacée par:
 Monsieur Richard-Alain Valois
 3114, rue de Courval, app. A
 Trois-Rivières, QC

Vanier

Monsieur Jacques Tremblay est remplacé par:
 Monsieur Jean Peeters
 304, rue Paquin
 Québec, QC
 G1M 2M4

Verdun

Monsieur Jacques Brunet est remplacé par:
 Monsieur Claude Benoît
 4492, rue LaSalle
 Verdun, QC
 H4G 2A8

Viau

Mme Madeleine Henri est remplacée par:
 Monsieur Marcel Falcon
 7135, rue Léonard-de-Vinci
 Montréal, QC
 H2A 2N8

Montréal, le 27 janvier 1981.

La secrétaire,

11279-0

ME JOHANE CANNING-LACROIX.

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

Municipalité de Cap-Saint-Ignace

Avis est donné par le soussigné que le gouvernement a adopté, en date du 14 janvier 1981, un décret ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Ignace, en celui de «Municipalité de Cap-Saint-Ignace».

Conformément à l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur après la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Le ministre des Affaires municipales,

11336-0

JACQUES LÉONARD.

Régie intermunicipale de Baie-Saint-Paul

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément à l'article 468.11 de la Loi sur les cités

et villes (L.R.Q., chapitre C-19) et l'article 412/ du Code municipal, décrété le 4 février 1981, la constitution d'une régie intermunicipale appelée «Régie intermunicipale de Baie-Saint-Paul», laquelle a les fonctions, les pouvoirs et les obligations qui résultent de la loi et de l'entente conclue entre la corporation municipale de la Rivière-du-Gouffre, la corporation municipale de la paroisse de Baie-Saint-Paul et la ville de Baie-Saint-Paul autorisée respectivement par les Règlements numéros 46, 88 et 175 et approuvée par le ministre des Affaires municipales.

Conformément aux articles 468.11 et 412/ ci-dessus mentionnés, le décret constituant la régie intermunicipale entre en vigueur le jour de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

11336-0

Le sous-ministre,
 PATRICK KENIFF.